La grande coalition menacée d'enlisement ?

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/544>

DOI : 10.4000/rea.544

ISBN : 978-2-8218-0854-6

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « La grande coalition menacée d'enlisement ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 79 | décembre 2006, mis en ligne le 24 avril 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/544> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.544>

La grande coalition menacée d'enlissement ?

Au seuil de l'hiver et après des mois d'embellie, l'économie allemande est au beau fixe. Solidement installée dans tous les secteurs d'activité, et en tout premier lieu dans une industrie qui tourne de nouveau à plein régime et affiche une forme resplendissante, la croissance porte maintenant ses fruits sur le marché de l'emploi. Après avoir atteint le niveau record de 5 millions en début d'année, le chômage vient de repasser sous la barre symbolique des 4 millions sous l'effet d'une création d'emplois vigoureuse qui vient à point relayer les efforts entrepris pour redynamiser le marché du travail. L'économie allemande franchit ainsi une étape décisive sur la voie d'un rétablissement durable. Forte de cette reprise tangible de l'emploi, la demande intérieure s'appuie désormais sur une base économique et un climat de confiance solides. Cette dynamique interne retrouvée, conjuguée à une compétitivité internationale à toute épreuve, devrait permettre de surmonter sans dommage la hausse de la TVA et de franchir sans encombre le ralentissement conjoncturel externe qui s'annonce pour 2007. Mais par delà ces incertitudes transitoires, tous les signaux sont concordants : l'Allemagne est en passe de redevenir la locomotive économique de l'Europe.

Elle n'est pas pour autant tirée d'affaire, et le pari est encore loin d'être gagné. Car, en dépit d'une constellation politique nouvelle, porteuse de grands espoirs, l'immobilisme politique gouvernemental effectue un retour en force inquiétant. Le contraste est en effet absolument saisissant entre l'efficacité tranquille d'un système économique qui démontre une singulière aptitude à répondre aux multiples défis de la compétition mondiale et l'impuissance manifeste de la sphère politique. La bonne collégialité gouvernementale ne suffit plus à prolonger l'état de grâce. A nouveau, les deux grands partis affichent leur incapacité à concevoir et à promouvoir les réformes politiques et sociales internes qu'impose le changement. La grande coalition s'enlise doucement, mais sûrement.

Le projet de réforme de l'assurance-maladie dont Patrick Hassenteufel analyse dans ce numéro les enjeux et les arbitrages de façon remarquablement précise et limpide est l'illustration flagrante et caricaturale d'une réforme qui est devenue totalement illisible dans ses principes directeurs et complètement imprévisible dans ses résultats. Sous l'effet conjugué des conceptions doctrinales et des intérêts catégoriels contradictoires que défendent en leur sein chacun des deux partis de la coalition, elle est l'exemple même d'un processus de compromis au plus petit commun dénominateur, dont le résultat finit par tenir du mariage de la carpe et du lapin. Si la grande coalition persiste dans cette voie, elle va tout droit à la paralysie, à l'impopularité et à l'échec.

Dans un autre domaine sensible qui est celui de l'emploi des salariés peu qualifiés, le débat sur le salaire minimum et les primes à l'emploi n'est pas moins contradictoire. Alain Lattard, qui en examine à la loupe

les tenants à défaut de pouvoir encore en prévoir les aboutissants, montre combien, là encore, la recherche du compromis relève d'une stratégie défensive cherchant davantage à concilier des intérêts catégoriels disparates plutôt qu'à opérer des choix clairs ou à avancer de façon résolue sur de nouvelles priorités manifestes, telle que celle de la promotion urgente de l'emploi des seniors.

A travers ces deux exemples, de même que dans la question du soutien financier exceptionnel refusé non sans raison à Berlin, il apparaît cependant que l'opinion allemande a la chance de disposer, à travers le Conseil des Sages ou le Tribunal de Karlsruhe, d'instances d'évaluation ou de juridictions de contrôle ayant autorité pour éclairer le citoyen sur les grands enjeux du pays et rappeler les décideurs politiques aux principes de l'intérêt général. Mais si cela contribue à élever le niveau de conscience et d'exigence du citoyen, cela ne rend pas pour autant le pays plus gouvernable, tant le polycentrisme institutionnel et le haut degré d'organisation de la société civile rendent la sphère politique perméable aux intérêts régionaux et aux corporatismes professionnels.

En s'engageant progressivement mais à temps dans la voie de la réforme, l'Allemagne a su tirer profit du dynamisme de son économie et a retrouvé le chemin de la croissance. Cette réussite reste néanmoins fragile, car la République de Berlin, en dépit du renouvellement de son personnel politique, ne parvient visiblement pas à moderniser sa gouvernance.

René Lasserre
8 décembre 2006